

Trou de mémoire Une perspective post-industrielle de « la Lorraine sidérurgique »

Jean-Louis Tornatore

Université Paul Verlaine – Metz

Laboratoire d'anthropologie et d'histoire de l'institution de la culture (Lahic), CNRS-EHESS, Paris.

jl.tornatore@free.fr

« À la place des usines crachant leurs fumées jaunâtres et hoquetant une poussière collant aux façades comme un noir manteau de prospérité économique, s'étalent des champs plantés d'arbres. Du vert sur des centaines d'hectares de friches industrielles. Qui n'attendent que leurs premières entreprises pour virer à l'optimisme... et à l'oubli. »¹

Déclinaison contemporaine de l'action sur le passé, la prolifération patrimoniale suscite depuis quelques années l'intérêt des sciences sociales, dans une perspective qui se démarque de celle, militante, de la célébration, ou de son envers, la dénonciation. Dès lors, compte tenu de la complexité du phénomène et particulièrement de sa « préoccupation » fondatrice dans le cadre d'une instruction politico-scientifique du patrimoine de la nation, la territorialisation en cours est l'objet de constants ajustements disciplinaires ou théoriques. Ainsi, Alain Battégay émettait récemment quelque réserve à l'égard de « formules d'inspiration psychanalytique et ethnologique qui tendraient à présenter le travail de deuil comme paradigme indépassable et exclusif des processus de patrimonialisation »², manière sans doute de rappeler les manifestations multiples de l'exercice de la mémoire et invitation à ne pas négliger le phénomène en expansion des politiques locales de la mémoire³. Pour autant, si on a pu étudier l'institution muséale du point de vue de sa fonction d'oubli, du moins de tri et, littéralement, de mise en réserve, si la vague mémorielle de fin de (XX^e) siècle, du moins les demandes de réparation aux échelles nationales et européennes se rapportant aux grands désastres de ce siècle, ont fait l'objet d'interrogations inquiètes⁴, il reste que l'émiettement de la mémoire et l'investissement de la scène patrimoniale n'ont jusqu'ici guère été mesurés dans toute leur étendue, non seulement « par en-bas », mais dans une perspective pragmatiste intéressée à la compréhension des formes d'engagement de cette activité et qui, pour cela, ne segmenterait pas *a*

¹ Armelle Rousseau, « Les friches sidérurgiques rayées de la carte », *L'Est Républicain*, 20 janvier 1992.

² Alain Battégay, « Introduction à la journée du séminaire », in *Les mémoires dans les villes, des enjeux pour les villes*, actes du séminaire organisé par l'ARIESE, Université Lumière-Lyon 2 et la Drac de Rhône-Alpes, 2003, dactyl.

³ Voir en particulier Michel Rautenberg, *La rupture patrimoniale*, Grenoble, Éditions À la croisée, 2003.

⁴ Tzvetan Todorov, *Les abus de la mémoire*, Paris, Arléa, 1995 ; Régine Robin, *La mémoire saturée*, Paris, Éditions Stock, 2000.

priori les modes de référence au passé.

Centré sur une situation mettant en scène le travail de deuil, ce texte s'inscrit dans une recherche en cours qui vise précisément à décrire toutes les actions participant au règlement symbolique de la perte, dans le territoire qui en est défini : en d'autres termes, une « tentative d'épuisement de l'espace de la mémoire de la "Lorraine sidérurgique" »⁵. La référence à l'œuvre de Georges Perec⁶ est motivée par la tension qui se fait jour dans sa « tentative d'épuisement d'un lieu parisien » entre le projet et son résultat. Perec définit ainsi son projet : décrire « ce que l'on ne note généralement pas, ce qui n'a pas d'importance : ce qui se passe quand il ne se passe rien, sinon du temps, des gens, des voitures et des nuages. »⁷ Une invitation donc à saisir ce qui est habituellement laissé en reste, par rapport à ce qui habituellement « décrit, inventorié, photographié, raconté ou recensé »⁸. Le texte qui en est issu montre cependant une impossibilité à séparer nettement, autrement dit sans perte, les objets – au sens général de ce qui est objectivé – de leurs restes et s'avère être, au final, une illustration possible de la notion d'espace selon Michel de Certeau, soit « un lieu pratiqué » ou encore « un croisement de mobiles »⁹. Ce qui en émerge donc, cette entité – une chose-espace – dans sa complexité retrouvée me paraît entretenir une proximité formelle avec l'activité patrimoniale aujourd'hui : une activité « distribuée » dans l'engagement selon divers régimes d'action (de prise de parole) et selon diverses références au temps et à l'espace, à l'histoire et au territoire, revendiquées par l'homme ordinaire, et qui, en schématisant, se « partage » entre « politisation » et « cristallisation »¹⁰, entre imposition d'équipements visant à régler les pratiques sociales et émergence dans l'action de nouvelles pratiques problématisées par les personnes ; bref une activité qui a largement débordé de ses cadres institutionnels, aux contours changeants, favorisant les mobilisations collectives dans le « temps bref d'une communauté d'action »¹¹, faite d'usages infimes, liminaux, humbles, banals ou encore alternatifs de la mémoire et du patrimoine.¹²

L'espace de la mémoire de la « Lorraine sidérurgique »

La configuration que j'appelle « espace de la mémoire » se distingue du « lieu de mémoire » de l'historien de la nation ou des « institutions de la mémoire orale » de l'ethnologue du domaine français, trop restrictifs. Désignant une configuration au sens de Norbert Elias de situation concrète

⁵ Pour d'autres aspects de cette espace, voir Jean-Louis Tornatore, « Beau comme un haut fourneau. Sur le traitement en monument des restes industriels », *L'Homme*, 170, 2004, pp.79-116 ; « Éléments d'histoire culturelle d'un haut fourneau lorrain. Chronique patrimoniale », in Jean-François Belhoste, Serge Benoît, Serge Chassagne et Philippe Mioche (textes rassemblés par), *Autour de l'industrie, histoire et patrimoine. Mélanges offerts à Denis Woronoff*. Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2004, pp. 373-393.

⁶ Georges Perec, *Tentative d'épuisement d'un lieu parisien*, Paris, Christian Bourgois, 1975.

⁷ *Op. cit.*, p. 12.

⁸ *Op. cit.*

⁹ « Il y a *espace* dès qu'on prend en considération des vecteurs de direction, des quantités de vitesse et la variable de temps. L'espace est un croisement de mobiles. Il est en quelque sorte animé par l'ensemble des mouvements qui s'y déploient. Est espace l'effet produit par les opérations qui l'orientent, le circonstancient, le temporalisent et l'amènent à fonctionner en unité polyvalente de programmes conflictuels ou de proximités contractuelles », Michel de Certeau, *L'invention du quotidien. 1. Arts de faire*. Paris, Gallimard, 1990 [1980], p. 173.

¹⁰ Jean-Yves Trépos, « L'expertise comme équipement politique de la société civile », *Questions de communication*, n° 2, 2002, pp. 7-18.

¹¹ Daniel Fabre, « Conclusion de la journée du 7 janvier », in Jacques Le Goff (dir.), *Patrimoine et passions identitaires*, actes des entretiens du patrimoine (Paris, 6-8 janvier 1997), Paris, Fayard/Éd. du patrimoine, 1998, p. 296.

¹² Cette problématisation de l'activité patrimoniale est développée dans J.-L. Tornatore, « Les formes d'engagement dans l'activité patrimoniale », in Vincent Meyer et Jacques Walter (dir.), *Formes de l'engagement et espace public*, Nancy, PUN, 2006 (sous presse).

d'interdépendance¹³, cette notion englobe l'ensemble des pratiques, rapportées à un objet, un collectif et/ou un territoire, relevant du travail de mémoire, de l'élection de biens communs, de la construction de l'*identité-dans-le-temps*. Figure variable par les personnes qui s'y engagent, les relations qui s'y nouent, les actions qui s'y déroulent, l'espace de la mémoire est alors concrétisé par les inscriptions temporelles « appropriées » à et par ce collectif ou entité de référence. Il capitalise ces inscriptions tel un espace-palimpseste – forcément conflictuel – ménageant les « concours de temps » comme des « concours de circonstances »¹⁴. Dans la continuité de la définition proposée par Michel de Certeau, il témoigne de l'action permanente des hommes sur le lieu comme variable du temps, du lieu de mémoire à « la friche » – ce nouveau territoire de l'action culturelle. Quant à l'entité désignée par l'expression entre guillemets « Lorraine sidérurgique », elle réfère à une situation concrète qui nous place en amont de la pacification patrimoniale¹⁵, soit l'activité patrimoniale consécutive à la crise profonde qui, à partir de la fin des années 1970, a affecté en Lorraine ses bassins d'activité sidérurgique et a abouti aujourd'hui à la quasi-extinction de celle-ci. Patrimoine-en-train-de-se-faire en situation de perte ou plutôt d'effacement, cet espace consiste dans la pluralité des actions et des productions qui visent à rendre mémorable cet objet perdu qu'est la « Lorraine sidérurgique », entité fondée sur la médiation mono-industrielle (mines de fer et sidérurgie) des hommes et d'un territoire.

Précisons d'emblée ses traits singuliers. C'est tout d'abord un espace en lutte contre l'effacement, non pas celui naturel du temps, mais celui accéléré des hommes. Les fermetures successives des usines, très concentrées en plusieurs bassins, ont entraîné la mise en œuvre rapide d'une politique de la table rase¹⁶, dans la perspective d'une reconversion économique dont le bilan s'est avéré au final très peu glorieux. La brutalité de l'arrêt d'une activité qui structurait le territoire depuis un siècle, conjuguée à l'effacement systématique de son infrastructure font qu'en moins de vingt ans, le paysage lorrain s'est transformé en d'immenses friches, et qui le sont restées. Un paysage « végété », qui succède au « noir manteau de prospérité économique »¹⁷. C'est ensuite un espace fragmenté au sens où les actions patrimoniales n'ont jusqu'ici pas trouvé à converger vers la construction d'un haut lieu à vocation régionale et/ou nationale qui agrègerait les différentes composantes mémorielles de ce passé : technique, sociale, ouvrière... La *tabula rasa* s'est voulue totale, pas de politique patrimoniale clairement mise en œuvre et/ou soutenue continûment par les pouvoirs publics qui la tempèrerait. Du moins les tentatives de production d'un mémorial-monument historique, émergeant à la catégorie du patrimoine industriel et appuyé sur les dispositifs de l'État patrimonial, ou bien ont échoué ou bien progressent lentement au gré d'une conjoncture culturelle fortement soumise au politique. C'est enfin un espace-temps de la variation : la variabilité des engagements patrimoniaux, leur diversité et leur dispersion, s'observe à la fois dans l'espace, d'une vallée à l'autre, accréditant l'idée d'une continuité entre le monde d'origine (le monde perdu) et la forme locale de l'espace de la mémoire, et dans le temps, précisément le temps du démantèlement, que j'appelle « le temps de la perte ». Le temps de la perte est le cadre d'exercice, de réalisation, de configuration et de reconfiguration de l'espace de la mémoire.

Après avoir porté un rapide regard rétrospectif sur l'objet perdu, ce texte s'attache à dérouler le

¹³ Norbert Elias, *Qu'est-ce que la sociologie ?*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 1991, p. 154 sq.

¹⁴ Jean-Paul Goux, *Mémoires de l'Enclave*, Arles, Actes Sud, 2003 (1986), p. 156

¹⁵ Au sens où les actions patrimoniales tendent idéalement à un dénouement dans un « régime de paix en justesse », dans lequel les choses stabilisent en silence le lien entre les gens (Luc Boltanski, *L'amour et la justice comme compétences. Trois essais de sociologie de l'action*, Paris, Métailié, 1990, p. 112-113).

¹⁶ Politique mise en œuvre par les industriels, avec le soutien de l'État et des collectivités territoriales, via un organisme de traitement des friches cofinancé par l'État et le Conseil régional : l'Établissement public de la métropole lorraine, aujourd'hui Établissement public foncier de Lorraine (EPFL).

¹⁷ Cf. note 1.

temps de la perte dans un secteur emblématique de la « Lorraine sidérurgique », le bassin de Longwy, et à caractériser les formes du travail de mémoire. Celles-ci me paraissent symptomatiques de cet abus pointé par Paul Ricœur qu'est « la mémoire empêchée »¹⁸, hypothèse qui sera envisagée en conclusion, en mettant en balance l'effacement concret des traces et la neutralisation patrimoniale.

Longwy : de la sidérurgie à la table rase

On peut apprécier la perte et prendre la mesure de son ampleur en rappelant brièvement les traits saillants de l'activité sidérurgique et son impact sur le territoire. La période de référence est celle dite des Trente Glorieuses au cours de laquelle s'est fixée la représentation de la Lorraine en « Texas » ou « Eldorado ». Je m'appuie sur le portrait qu'en dresse Pierre Belleville en 1963, qui fournit une excellente « coupe de situation » : approche critique et militante, celui-ci ne cède pas à l'optimisme ambiant et met l'accent sur les signes annonciateurs de la crise, sur les lézardes se formant sur le bel édifice optimiste de l'après-guerre¹⁹.

Au début des années 1960, la sidérurgie en Lorraine, ce sont vingt-sept usines employant quelque 90 000 salariés²⁰ et produisant 65% de l'acier français. Elle a cette particularité de présenter « à la fois la plus grosse concentration géographique et la plus grosse concentration capitaliste. Il ne s'agit pas d'une zone industrielle d'un seul tenant mais de plusieurs groupes entassant, chacun dans sa vallée, quelques usines » (p. 44). La présence du fer a en effet déterminé de développement de trois zones d'activité sidérurgique sur le territoire lorrain : le bassin de Longwy-Villerupt (vallées de la Chiers, de la Moulaine et de l'Alzette) ; le polygone central entre Metz et Thionville, formé par les vallées de la Moselle, de l'Orne et de la Fensch ; et dans une moindre mesure, le secteur sud autour de Nancy (Pont-à-Mousson, Pompey, Neuves-Maisons). Le plus gros de l'activité se concentre dans les deux premières zones (21 usines, 88 000 salariés) et il est en grande partie entre les mains de trois grandes sociétés sidérurgiques : Lorraine-Escout, Sidelor, et de Wendel. Excepté la vallée de la Moselle entre Metz et Thionville, le trait majeur de la structuration du territoire par la sidérurgie est l'occupation maximale d'espaces restreints, soit une concentration dans des vallées relativement étroites. « Les usines se sont installées dans les vallées, quelquefois l'une après l'autre, les cités ouvrières ont occupé le reste, en commençant par l'espace de celles-ci laissé libre le long des usines entre la route et l'autre pente du plateau »²¹. Le secteur qui m'intéresse ici, le bassin de Longwy, est désigné dans les années cinquante comme le lieu même de la plus forte concentration sidérurgique du monde, au point que l'espace manque, avec le Luxembourg pour seul débouché : employant quelque vingt mille salariés, les usines se succèdent au fond de deux vallées étroites et enserrent la ville.

Au plan de la structure sociale, un trait commun notable réside dans « la coïncidence à peu près totales entre le milieu de travail et le milieu de vie »²². Le développement de la sidérurgie lorraine s'est réalisé en milieu rural et non urbain, aussi la population industrielle y est d'une part beaucoup plus homogène qu'ailleurs, d'autre part sa destinée est totalement liée à celle de cette seule branche d'activité. Au-delà de ce trait commun, le découpage du territoire en fiefs industriels a eu pour effet de segmenter fortement l'espace social. « Les fiefs industriels sont aussi des réalités sociales : il existe

¹⁸ Paul Ricœur, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Le Seuil, 2000, p. 83 sq.

¹⁹ Pierre Belleville, *Une nouvelle classe ouvrière*, Paris, Julliard, 1963, en particulier le chapitre III : « La sidérurgie lorraine et son prolétariat », pp. 43-101. Les citations qui suivent dans cette section sont tirées de ce texte.

²⁰ Plus une trentaine de milliers de mineurs de fer dépendant pour la plupart des mêmes sociétés (P. Belleville, *op. cit.*, p. 44).

²¹ P. Belleville, *op. cit.*, p. 44.

²² P. Belleville, *op. cit.*, p. 58

un monde de Wendel, un monde de Lorraine Escaut, un monde des mines de fer ou un monde de l'Orne »²³. Des facteurs historiques -- bien sûr l'Annexion --, les origines diverses des entreprises, les politiques patronales, les implantations de l'immigration ouvrière ont contribué à singulariser ces mondes, voire à les isoler et à empêcher leur interconnexion²⁴. De ce point de vue, le bassin de Longwy se distingue avec une classe ouvrière fortement marquée par sa composante italienne, qui a favorisé l'implantation conjointe de la CGT et du PCF et développé une tradition de militantisme de résistance au patronat sur le terrain social²⁵.

Cette capacité se révèle particulièrement durant la crise. Par une opposition unanime, violente et très médiatisée au coup d'envoi du processus de démantèlement, durant l'hiver 1978-79, le bassin de Longwy – la « république de Longwy », selon l'appellation attribuée alors par le quotidien *Le Monde* – a capitalisé la représentation de la « Lorraine sidérurgique », une Lorraine au « cœur d'acier ». Plus qu'un secteur industriel, c'est un pays qui s'embrase, c'est la population du bassin qui se mobilise et va jusqu'à se parer des attributs de l'identité régionale²⁶. Voilà la grande originalité du mouvement : la lutte sort des usines et si les instances syndicales en gardent la capacité d'animation, elles doivent composer, un temps, avec cette ouverture sur la société civile impliquant de nouveaux registres de la prise de parole. La radio libre *Lorraine Cœur d'acier* (LCA), installée dans le hall d'entrée de la mairie de Longwy-Haut²⁷ et dont l'antenne se dresse à la pointe du clocher de l'église qui la jouxte, en est la parfaite incarnation : la parole qui s'y déploie est polyphonique et contrevient autant au monopole de l'État en matière de communication de masse qu'à celui des syndicats pour la représentation ouvrière²⁸.

Cette violence est à la mesure de la rapidité de l'arrêt des installations longovicienne : en moins de dix ans, 1978-1987, l'affaire sera réglée. C'est là que les effets de la table rase sont flagrants. En moins de dix ans le paysage longovicien se transforme : le tissu urbain et industriel est mité par d'immenses friches que n'arrivent pas à recouvrir les nouvelles entreprises de la reconversion. À l'hyper-concentration des fonds de vallée fait place une absence remarquable, un vide visible à l'œil le moins informé : désormais les cités ouvrières de flanc de coteau se font face, chacune horizon de l'autre se renvoyant le vide qui les sépare. Quelque chose manque, qui était pour le moins leur raison d'être. Le choc de cette disparition programmée, le sentiment sans doute très tôt survenu d'une fin inéluctable, la conscience progressive que cette fin est la fin d'un monde – à la mesure de la marque d'un siècle de mono-activité sur les corps et les lieux – vont susciter le déploiement quasi concomitant d'une activité que l'on peut qualifier génériquement de patrimoniale – une volonté de mémoire et sa qualification patrimoniale. Cette activité n'est cependant pas uniforme et évolue dans ses objets, ses modalités et ses visées de concert avec la situation socio-économique du bassin²⁹. De

²³ P. Belleville, *op. cit.*, p.58.

²⁴ C'est là un trait récurrent dans les commentaires sur le démantèlement de la sidérurgie lorraine : d'aucuns voient dans sa relative rapidité, une quinzaine d'années, l'effet de cette fragmentation de la Lorraine sidérurgique, empêchant toute velléité de résistance unitaire.

²⁵ Cf. Gérard Noiriel, *Longwy, immigrés et prolétaires, 1880-1980*, Paris, P.U.F., 1984.

²⁶ Allusion à une manifestation, unitaire et massive, dite des « Flammes de l'espoir », organisée en janvier 1979, à l'issue de laquelle deux jeunes enfants revêtus du "costume traditionnel lorrain" ont allumé un convertisseur en modèle réduit fabriqué par les élèves du lycée technique. S'interrogeant sur cette référence dans un secteur marqué depuis le début du siècle par un des plus forts taux d'immigration de France, G. Noiriel, *op. cit.*, p. 19, y voit l'illustration d'une « crise d'identité ouvrière ».

²⁷ La ville haute s'est développée dans et autour de l'ancienne citadelle Vauban.

²⁸ Cette expérience a donné lieu à une approche sociologique : David Charrasse, *Lorraine Cœur d'Acier*, Paris, Maspero, 1981 et a été relatée dans un film documentaire de Alban Poirier et Jean Serres, *Lorraine Cœur d'Acier, Une radio dans la ville*, Les Films du Rhinocéros, 1981.

²⁹ Dominique Da Costa et Jean-Luc Deshayes, « Discours patrimoniaux et discours sur la reconversion dans le bassin de

1978 à aujourd'hui, on repère trois périodes ou scènes successives du temps de la perte. Chacune présente une configuration spécifique de l'engagement dans l'activité patrimoniale, qui peut être définie et décrite – selon un modèle d'analyse proposé par Noël Barbe³⁰ – comme la combinaison d'une situation, de personnes, d'objets et d'une épreuve.

L'épreuve politique : une topologie des luttes sociales

De 1978 à 1987, c'est le temps des luttes : luttes à la fois pour le maintien de la sidérurgie, pour l'emploi et pour la sauvegarde de l'identité ouvrière du bassin. Il est rythmé par les deux plans aciers (1978-79 et 1984) qui, dans un climat quasi insurrectionnel, ont raison de l'industrie longovicienne. Il se clôt avec l'extinction du dernier haut fourneau. Au cours de cette période, pour une partie des acteurs du conflit et des organisations ouvrières, le patrimoine, c'est d'abord l'activité sidérurgique elle-même, autrement dit un bien commun considérée comme un actif et revendiqué comme tel pour l'avenir du pays. Cette conception économique du patrimoine sidérurgique est portée par la CGT et cristallise à terme sa différence d'analyse et d'orientation avec la CFDT : défense de l'activité d'un côté, défense de l'emploi de l'autre, ainsi le clivage peut-il être résumé. Avec cette seconde orientation, associée à une évolution négative de la situation locale, se développe cependant rapidement une conception culturelle du patrimoine visant la reconnaissance et la connaissance d'une culture industrielle et ouvrière par la constitution de sources écrites et orales, la publication de témoignages ou de recueil de photographies, la réalisation d'expositions, des actions de sauvetage des archives des entreprises qui ferment, l'élaboration de projets de constitution raisonnée d'archives du monde du travail.

Un groupement associatif est représentatif de cette période : l'Association pour la préservation et l'étude du patrimoine du bassin de Longwy-Villerupt (APEP) créée en juin 1981 sur l'initiative d'un professeur d'histoire, futur historien nationalement reconnu – alors membre du PCF –, Gérard Noiriél, d'un jeune étudiant en sociologie, David Charrasse, et de personnes évoluant dans la mouvance de LCA, et qui agrège des enseignants, des militants associatifs et des ouvriers syndicalistes. Les orientations majeures de l'engagement patrimonial seront données quelques années plus tard par ses promoteurs : « Ce que nous voulions démontrer, c'est que la connaissance scientifique du monde industriel souffre aujourd'hui de son absence de lien avec les classes populaires et à l'inverse, que ces connaissances peuvent servir à ces dernières dans leurs luttes contre la domination »³¹. Cette posture militante de mobilisation du savoir pour les classes populaires impliquait d'une part une action pour la maîtrise de la mémoire et de l'histoire du monde ouvrier et par conséquent une mise en cause et du monopole patrimonial d'État et du principe de charité qui fonde l'institution du patrimoine : alors qu'on vient de célébrer l'année du patrimoine (1980), il est préconisé d'ouvrir le domaine patrimonial au monde ouvrier et à son histoire, tout en évitant d'être pris au piège d'un discours consensuel, paternaliste et folklorisant. En d'autres termes : faire de la « mémoire collective » un problème et un moyen de compréhension de l'histoire sociale au lieu d'un « discours mythique » présentant « une image unifiée de la "classe ouvrière" »³². D'autre part,

Longwy : une mise en correspondance », article à paraître.

³⁰ Noël Barbe, « (D)écrire la mine : le corps entre indicateur et ressource », in Emmanuelle Dutertre, Jean-Bernard Ouedraogo et François-Xavier Trivière (coordonné par), *Exercices sociologiques autour de Roger Cornu. Dans le chaudron de la sorcière*, Paris, L'Harmattan, pp. 117-139.

³¹ David Charrasse et Gérard Noiriél, « Lorraine du Nord et anthropologie industrielle en France : bilan provisoire », *Anthropologie et Sociétés*, vol. 10, n°1, 1986, p. 19.

³² Gérard Noiriél, « Le pont et la porte. Les enjeux de la mémoire collective », *Traverses*, n° 36, 1986, p. 100 et 101.

l'exigence de produire « des résultats scientifiques de haut niveau tout en maintenant un enracinement réel dans la population locale »³³ supposait, contre une « mémoire ouvrière » produite par « la petite bourgeoisie intellectuelle locale »³⁴, de mettre en place des formes de collaboration entre « spécialistes » et « intermédiaires culturels »³⁵.

Quels type d'objets génère cette posture, qui circulent dans le réseau de la lutte ? De 1981 à 1987³⁶, l'activité de l'association se partage, à l'image de sa composition, entre activité scientifique et action culturelle³⁷ : d'un côté, elle poursuit un travail de collecte et de production d'archives orales et iconographiques, organise des débats, produit des rapports de recherche³⁸, de l'autre elle réalise des expositions participe à des animations de quartier, s'implique dans la préservation de vestiges industriels. À la croisée de ces deux axes, elle publie une revue intitulée *Histoires d'ouvriers*³⁹. « Histoires » au pluriel, car si on y produit du discours historique, c'est le témoignage qui est privilégié : la revue est un espace de parole ouvert à tous, où l'histoire est une somme d'histoires, où l'écriture de l'histoire est polyphonique. « Les bulles inédites des points de vue de chacun sur les événements vécus en commun. Les bulles pétillantes des récits personnels dans les vagues du temps collectif. Sur le passé, sur le présent, vous écrivez ? Faites des bulles ! », invite l'éditorial du n°2 (juillet 1983), intitulé « Où l'histoire fait des bulles... ». Précisément, la revue se veut « l'organe » du monde ouvrier : « Des ouvriers vus et racontés par eux-même. Chiche ! Histoire d'ouvriers ». Une parole ouvrière directe, sous forme de réflexions (dans le courrier des lecteurs), de poèmes⁴⁰ ; indirecte, restituée sous forme de témoignages recueillis par entretiens. Une parole donnée aux habituels oubliés de « la mythologie ouvrière » : des femmes racontent leur travail aux usines de faïence de Longwy, des immigrés leur arrivée, leur intégration. Selon un usage typographique relativement répandu, l'italique, marque de l'oral, domine ; la mise en page est profuse. Comme pour souligner l'égalité dans la prise de parole – et en filigrane la double vocation de l'association –, les qualités des personnes qui la prennent ne sont pas précisées. Ainsi dans le courrier des lecteurs du deuxième numéro, une lettre d'encouragement de Michelle Perrot voisine avec les réflexions de Sherif Rebadj qui intervient dans le débat : « faut-il jeter sur le papier ce qui a été dit tel que c'est sorti, en conservant les tournures propres au langage oral ? »

L'option « patrimoine culturel » portée par l'association donne lieu à une première réflexion sur l'objet patrimonial comme monument et comme lieu de mémoire. Donnée par Serge Bonnet comme « une tentative de célébration de la mémoire ouvrière »⁴¹, celle-ci va porter sur un objet paradoxal, un

³³ David Charrasse et Gérard Noiriél, *op. cit.*

³⁴ Dans un commentaire, dont on ne sait s'il vise l'action de l'APEP ou bien rejoint la critique de Noiriél, Serge Bonnet, avec la collaboration de Etienne Kagan et Michel Maigret, *L'homme du fer. Mineurs de fer et ouvriers sidérurgistes lorrains*, t. IV : 1974-1985, Nancy, Metz, Presses universitaires de Nancy, Éditions Serpenoise, 1985, p. 418, écrit à la même époque : « Au fur et à mesure que la sidérurgie déperit, la misère de la mémoire ouvrière finit par susciter l'assistance d'une fraction de la jeune bourgeoisie du savoir ».

³⁵ Gérard Noiriél, « Le pont et la porte... », *op. cit.*, p.102.

³⁶ L'association cesse son activité à la fin des années 1980. La décision de dissolution est prise en 1995, mais non officialisée.

³⁷ Cf. Dominique Da Costa, *Traces, travail de mémoire et éducation. De la constitution d'un patrimoine culturel dans le bassin sidérurgique de Longwy*, Thèse de doctorat en sciences de l'éducation, Université de Nancy 2, 2001, pp. 305-309.

³⁸ La production scientifique de l'association a porté sur la culture ouvrière, les savoirs de production, l'intégration des immigrés, les rites de la crise (D. Da Costa, *op. cit.*).

³⁹ Quatre numéros parus de 1982 à 1984.

⁴⁰ Ainsi le n°2 débute par un poème de Marcel Donati. Lamineur à l'usine de Réhon et militant cégétiste, Marcel Donati (1938-1995) connut une certaine notoriété, au tournant des années 1990, avec sa participation remarquée à deux reprises à l'émission de télévision de Jean-Marie Cavada, « La marche du siècle ». Licencié en 1986, il tenta une reconversion dans le théâtre. Il publia par la suite son autobiographie, *Cœur d'acier. Souvenirs d'un sidérurgiste de Lorraine*, Paris, Payot, 1994.

⁴¹ Serge Bonnet, *op. cit.*, p. 418

crassier pyramidal qui domine la ville basse de Longwy et la vallée de la Mouline occupée par l'usine de Senelle-Herserange. Avec ses 120 mètres de haut, le crassier de Senelle ⁴² a certes la stature d'un monument ; certes encore en sa qualité de montagne de déchets, il entretient une certaine analogie avec le reste patrimonial. Le cas d'ailleurs ne sera pas isolé, comme en témoignera la patrimonialisation des terrils du bassin houiller du Nord-Pas de Calais. Ce n'est pourtant pas à ces titres que le crassier longovicien suscite quelque émotion patrimoniale, mais à celui d'avoir été le « symbole de la résistance d'une population » ⁴³. En effet le 9 décembre 1978, avant même l'annonce des licenciements et sur une initiative de la CFDT, le crassier est occupé et un SOS lumineux visible à des kilomètres à la ronde est installé à son sommet, qui brillera longtemps ⁴⁴. Ainsi le crassier illuminé, gardé nuit et jour pendant plusieurs mois, devient rapidement un point de ralliement de la lutte, un signal : on y réveillonne, des journées « portes ouvertes au crassier » accueillent des foules festives, on vient parfois de loin pour le visiter, la CFDT en fait son étendard en intitulant son bulletin *L'insurgé du crassier* ⁴⁵, dans la rhétorique révolutionnaire, il devient la « colline rouge », sous la plume du poète, le « pharaon du fer » ⁴⁶, il est peint, photographié, reproduit en des centaines de cartes postales, motif prisé des émaux de Longwy, emblème de la version industrielle du slogan régionaliste « vivre et travailler au pays » ⁴⁷. Le point de départ de « l'affaire patrimoniale du crassier » est l'annonce fin 1979 de sa vente par Usinor à une entreprise locale pour être mis en exploitation. D'aucuns s'émeuvent de la perspective de sa disparition du paysage longovicien : une association est créée, « les Amis du Crassier », qui réunit autant des membres de l'APEP que de LCA et qui porte le projet de sa conservation en tant que « symbole de la sidérurgie et du labeur des travailleurs » ⁴⁸ et de sa labellisation comme monument historique. Autant la figure du crassier était consensuelle dans la lutte, autant elle devient controversée dans la perspective de sa patrimonialisation. Fin 1982, alors que l'entrepreneur débute les travaux d'exploitation, l'association tente de mobiliser la population ; elle a le soutien de l'APEP qui saisit la direction du patrimoine du Ministère de la culture et ouvre les colonnes d'*Histoires d'ouvriers* à ses plaidoyers – mais aussi au débat sur l'opportunité d'un tel projet. La population n'est plus au rendez-vous ⁴⁹. Le sabotage d'engins sur le crassier la veille de Noël est vivement condamné par la CGT et la section locale du Parti communiste. De fait les positions se figent grosso modo autour du clivage inaugural entre CGT et CFDT sur les objectifs de la lutte. Si la combativité n'est plus celle des premiers mois, s'engager dans la voie du patrimoine serait reconnaître l'échec des luttes et la fin de sidérurgie ; ce serait aussi privilégier la voie culturelle à la voie économique et à la capacité d'emploi, si mince soit-elle, qu'offre au titre de la reconversion l'entreprise d'exploitation du crassier – ce que ne peuvent accepter les militants cégétistes et communistes. Ce sentiment est exprimé en termes vifs par Marcel Donati dans un texte qui laisse entendre qu'on ne doit pas se tromper et d'objet et de situation. « Savez-vous qui je suis ?... ce que je

⁴² Qualifié de « plus haut crassier du monde », le crassier recueille les déchets (laitier, claine, briques et réfractaires de démolition des poches, cornues, fours, scories de fours Martin, boues, etc.) de l'usine de Senelle de 1929 à 1966, date à laquelle il atteint sa limite de capacité, quand, de surcroît, on s'oriente de plus en plus vers le traitement des déchets et leur transformation en produits vendables : ballast des voies de chemin de fer, sable pour la maçonnerie, produits pour le revêtement des routes, pour l'empierrement et le soubassement des routes... (Louis Hublau, *Longny. Le Crassier. Le géant terrassé*, Éditions Fensch-Vallée, 1999).

⁴³ Gérard Noiriel, avec la collaboration de Benaceur Azzaoui, *Vivre et lutter à Longny*, Paris, Maspero, 1980, p. 89.

⁴⁴ Il restera en place jusqu'en 1982.

⁴⁵ Louis Hublau, *op. cit.*, p. 90 *sq.*

⁴⁶ Titre d'un poème de Anne Blanchot-Philippi.

⁴⁷ Slogan figurant sur un cendrier en façade de Longwy, commandé par la CFDT (Louis Hublau, *op. cit.*, p. 174).

⁴⁸ Louis Hublau, *op. cit.*, p. 110.

⁴⁹ Selon une lettre de Dominique Da Costa, datée du 4 janvier 1983, citée par Serge Bonnet, *op. cit.*, p. 422, la pétition lancée par les Amis du Crassier demandant son classement n'aurait recueilli qu'une quinzaine de signatures.

suis.../simplement un gros tas d'excréments... simplement. /Je suis constitué de chiures et de vomissures : résidus de la sidérurgie./ Je ne suis qu'un crassier... [...] La sidérurgie anéantie, le crassier n'attirera pas plus les touristes que ne les attirent les sinistres blockhaus. La culture ouvrière, c'est la vie, c'est l'outil de travail, c'est la création, le souvenir triste ou heureux, le rêve et le désir. J'ai une furieuse envie de défendre ma culture. À mes yeux d'ouvriers, la vue d'un haut fourneau symbolise davantage ma culture que celle d'un crassier »⁵⁰. Non seulement l'heure n'est pas au patrimoine, mais la culture ouvrière ne saurait être attachée à cet objet.

Singulière histoire cependant. Symbole de la lutte, le crassier suscite – à l'instar de LCA ou d'*Histoires d'ouvriers* – une parole de résistance, revendicative, militante, révoltée, révolutionnaire⁵¹. Monument avorté, il est pris en compassion : on parle à cet « ami » menacé de disparition, on le fait parler. Il témoigne, tour à tour emphatique, enfantin, docte, moralisateur, lénifiant, plaintif... Réceptacle de l'amertume, de la colère, de la douleur de l'échec, de la peur de l'avenir, il est devenu un « sujet » d'affliction. C'est à ce sentimentalisme que répond Donati avec une ironie acerbe lorsque singeant cette anthropomorphisation, il renvoie l'objet à sa composition concrète. Ce faisant, il atteste *a contrario* des capacités qui lui sont attribuées. Le crassier capitalise les émotions résultant de la perte désormais programmée, sinon inéluctable, comme jamais par la suite aucun autre objet n'en suscitera – même le haut fourneau de Senelle au moment de son dynamitage (*cf. infra*). Cet objet vif aurait-il fait le plein en émotions patrimoniales ? Aujourd'hui il n'en reste qu'un ouvrage, abondamment illustré, publié en 1999 qui déroule son histoire depuis sa « naissance » jusqu'à son arasement, quasi-complet à la fin des années 1990. Significativement, le passage de la période d'activité à la période « symbolique » – et donc culturelle – correspond à son anthropomorphisation, rendue par l'usage du « je », qui d'ailleurs se poursuit le temps de son ultime exploitation. L'ouvrage est tout entier construit autour de cette transmutation ; voire elle le motive. Le crassier a sans doute raté l'éternité patrimoniale, il a son Tombeau : *Le géant terrassé*⁵².

Résumons. Durant cette première période, la valeur patrimoniale est mise à l'épreuve de l'action politique. Celle-ci n'est pas focalisée sur les objets – leur transformation et leur pérennisation⁵³ –, aussi l'activité patrimoniale ne se manifeste-t-elle pas dans ses modalités institutionnelles. La configuration de l'engagement relève prioritairement d'une topologie des luttes sociales et repose sur la prise de parole qu'elles autorisent. La polyphonie des voix se déploie dans la diversité des lieux : une revue, mobile, une radio-libre installée dans le cœur historique de la ville et placée sous la protection – la sauvegarde – de la population, un crassier, à son opposée géographique, et fonctionnant comme un écho – un sémaphore sans signification autre que la fonction qu'il remplit, transmettre un message. Objets et lieux éphémères, le temps de la mobilisation.

L'épreuve esthétique : une topologie de la perte

1987-1991 : la deuxième scène correspond au temps de la reconversion économique du bassin. Cette tâche est dévolue à un dispositif, le Pôle européen de développement (PED) des Trois

⁵⁰ Texte paru dans le n°1 d'*Histoires d'ouvriers* (février 1983) et reproduit in Louis Hublau, *op. cit.*, p. 112.

⁵¹ Au temps de son occupation par les militants de la CFDT, les visiteurs du crassier ont rempli un « Livre d'acier », dont de nombreux extraits sont reproduits dans Louis Hublau, *op. cit.*, pp. 78-88.

⁵² Tombeau (avec majuscule) réfère à ce genre littéraire ou musical d'hommage à un grand homme disparu, mais il peut être également pris ici en son sens de monument funéraire élevé sur une tombe.

⁵³ C'est le produit de cette transformation durable que K. Pomian, *Collectionneurs, amateurs et curieux. Paris, Venise : XVI^e-XVIII^e siècles*, Paris, Gallimard, 1987, p. 42 *sq.*, désigne du terme de « sémaphore », objet sans utilité mais « doté de signification », pièce maîtresse d'un régime du visible ouvrant sur l'invisible.

Frontières, mis en place sous l'égide d'une mission interministérielle dirigée par Jacques Chérèque. La table rase est à l'œuvre, des friches sont à aménager, des terrains à requalifier, bref un territoire à recomposer. L'action patrimoniale diffère radicalement de celle de la période militante. À la mesure du contexte, elle se tourne vers la constitution de « traces » : un « travail d'impression », un travail axé sur « l'esthétique des choses », selon les termes d'un de ses acteurs⁵⁴. Le groupement représentatif de cette période est une nouvelle association, Composantes culturelles de l'industrie lorraine (ou Composantes de la culture industrielle lorraine), soit C. CIL créée en 1988 par deux enseignants⁵⁵, d'origine locale, fils d'ouvriers immigrés (italiens) de la sidérurgie, et qui se donne pour objectif la célébration du monde désormais révolu selon trois modalités : par l'image, en l'occurrence une pratique photographique systématique, par l'érection de monuments-trace, par la création d'un site-mémorial à partir de la conservation d'une usine sidérurgique en son intégralité. La période se clôt sur l'échec de ce dernier projet avec le dynamitage du dernier haut fourneau du bassin.

Le point de départ de leur engagement, c'est la photographie, pratiquée en amateur au sein d'un club. Tous deux suivent les luttes sociales, y participent et s'attachent à « fixer l'événement ». L'un d'eux s'investit à ce titre dans l'APEP : la pratique photographique lui permet de découvrir le monde de son père, un monde qu'enfant il ne pouvait que deviner depuis la cité où il a grandi. Il photographie les hommes au travail et les usines en fonctionnement, comme il en parcourt l'abandon et les ruines livrées aux démolisseurs ; il enregistre les derniers battements de ce monde. « On ne peut partager ce privilège, dit-il, d'être là quand les choses disparaissent ». Pour le second, la photographie est aussi le moyen d'appréhender l'univers paternel, mais alors son premier contact est plus tardif, alors que la sidérurgie n'est plus qu'un champ de ruines. C'est précisément au cours d'une opération de sauvetage photographique de l'usine arrêtée de Réhon que va prendre naissance le projet de l'association : « C'est là qu'on a eu effectivement le coup de cœur. Quand on s'est retrouvé devant ces grosses installations qui étaient déjà en grande partie muettes. On s'est dit : ce n'est pas possible, ils vont continuer à découper tout ça et le faire disparaître ! Là ça a été vraiment le déclic, le déclenchement de C.CIL. Je m'en souviens très bien, ce matin-là quand on était sur Réhon, cette rencontre avec ce côté monstrueux, monumental de la sidérurgie et la sidérurgie qui était éteinte, déjà quasiment, sans bruit ; sans bruit et sans odeur... De se dire : il faut absolument garder quelque chose de ça ! ». L'émotion éprouvée procède de trois facteurs inextricablement liés : la reconnaissance du monde paternel et donc originaire, le saisissement devant sa démesure et la perspective de sa disparition, et constitue le socle de l'action patrimoniale. Issue d'une patrimonialité au premier degré⁵⁶, qui de ce point de vue ne nécessite pas de justification, cette action s'appuie sur une prédisposition de l'objet à la monumentalisation. Aussi vise-t-elle en premier lieu la traduction concrète de cette émotion, autrement dit une perception esthétique du monde perdu.

En effet, l'association se constitue sur un projet d'installation – au sens plasticien du terme – consistant dans l'érection sur des socles de béton, de pièces monumentales de la sidérurgie sauvées du ferrailage. Disposés à intervalles réguliers sur une voie rapide de contournement de Longwy alors en cours de construction – comportant en particulier un viaduc enjambant la vallée de la Chiers –, elles formeraient une « Voie du fer », « à la manière de la Voie sacrée » célébrant la bataille de

⁵⁴ Les passages entre guillemets du paragraphe suivant sont tirés d'entretiens réalisés durant l'automne 2002.

⁵⁵ L'un, instituteur, est directeur d'une école spécialisée pour enfants handicapés physiques ; l'autre est alors professeur d'éducation physique et sportive

⁵⁶ Nul besoin de « filiation inversée » – selon Jean Davallon, « Le patrimoine : une "filiation inversée" ? », *EspacesTemps*, n° 74-75, 2000, pp. 6-16, adaptant Jean Pouillon, « Tradition : transmission ou reconstruction », in J. Pouillon, *Fétiches sans fétichisme*, Paris, Maspero, pp. 155-173 –, mais la simple « reconnaissance » d'une filiation naturelle. Non pas des fils qui (se) reconnaissent des pères, mais des fils reconnaissants envers leur père.

Verdun. « On commençait à parler de l'Europe quand même pas mal déjà, on s'est dit : on a une porte, là, et des migrations saisonnières, des gens qui descendent, des Hollandais en particulier, avec caravane, planche à voile et compagnie, ils vont tous passer maintenant par le viaduc de Longwy, ils ne verront plus jamais la vallée et ils ne vont jamais savoir ce qui s'est passé ici pendant un siècle. Et ça ce n'est pas supportable. Il faut quand même essayer de trouver quelque chose pour attirer leur attention. Et ce droit de mémoire justement, c'est là que prend plein sens ce qu'on avait vécu avant avec nos parents, de dire : ces gens-là méritent quand même un petit peu qu'on ne les oublie pas aussi vite que ça. Et donc si on mettait à la manière de la Voie sacrée des témoignages de leur existence du travail, en implantant tous les 500 mètres ou tous les kilomètres des grosses pièces, de ces pièces monumentales qui moi m'avaient paru vraiment être quelque chose de l'ordre des contes et légendes, du monde de Gulliver, hors dimension humaine. On s'est dit : on pourrait faire comme ça, des points avec des panneaux. C'est tout ! Ça n'allait pas au-delà. » L'emplacement de l'installation n'est donc pas indifférent. Programmée en même temps que la fin de la sidérurgie, la nouvelle voie assurant une jonction rapide au Luxembourg et à la Belgique faisait de Longwy un non-lieu, il fallait bien que quelque chose du lieu s'y fixe pour le représenter, pour en faire mémoire. Mise en pièces, la sidérurgie s'y reconstituerait à la manière d'un puzzle, mais symboliquement. « Les pièces d'un jeu de géant sur la "contournante" de Longwy », titrait alors un article de l'édition locale du *Républicain lorrain*. La sidérurgie désormais se « retrouverait » à la trace – qui d'ailleurs ne mène nulle part qu'à poursuivre sa route – : soit autant d'indices ayant fait partie de la chose-même⁵⁷. C'est en ce sens que l'installation projetée peut être considérée comme un composé de monuments-trace, intentionnels et à motivation esthétique⁵⁸. Cette orientation de la monumentalisation des restes sidérurgiques est du reste confortée par un projet qui devait suivre de création par le sculpteur César d'un monument en hommage aux hommes du fer. À la valeur de patrimonialisation était idéalement associée à une valeur d'art.

Ces projets ne verront pas le jour ; ils ne seront pas, selon la formule consacrée, transférés dans la réalité. Pour cependant comprendre à quel régime d'énonciation ils émargent, un détour par la pratique photographique est utile. En effet, un cycle de manifestations, en forme de spectacle multivision, d'expositions de peinture, de photographies, de projection de films et de diaporamas, organisé à Longwy, en 1989, par l'association s'est intitulé : « La parole est à l'image : hommage aux hommes du fer ». Deux ans plus tôt, en mars 87, au moment même de l'extinction du dernier haut fourneau du bassin, ils avaient organisé – mais alors dans le cadre de leur Photo-caméra club – une première exposition intitulée : « Cris et chuchotements ». Après le vacarme donc des luttes et l'amertume des défaites tue, après le temps des prises de parole, parole est donnée à l'image et aux objets-trace érigés en monuments intentionnels. Après le geste politique, le geste esthétique portée par de nouveaux acteurs, accompli par l'image. Essayons ici une formulation proposée par Jacques

⁵⁷ Selon la sémiotique de Charles S. Peirce, *Écrits sur le signe*, Paris, Éd. du Seuil, 1978, ces objets sont des signes « indiciels » dans la mesure où ils entretiennent une relation de connexion physique avec leur référent ; voire ils sont celui-ci mais dans un autre état.

⁵⁸ Cette définition du monument-trace, soit une « trace monumentalisée », est à l'opposé de celle proposée par Régis Debray, « Trace, forme ou message ? », *Les cahiers de médiologie*, n°7, 1999, p. 31-32, pour qui celui-ci « est un document sans motivation éthique ou esthétique », « inintentionnel » et fait « pour être utile ». Acception qui se rapprocherait de celle de « trace de l'histoire » que j'utilise plus loin. D'ailleurs, les monuments longoviciens projetés me paraissent trouver difficilement leur place dans la typologie du monument que propose cet auteur. Précisons que la notion de « monument intentionnel » – c'est-à-dire chargé d'une « valeur de remémoration intentionnelle, à la différence du « monument historique » ou du « monument ancien » – est empruntée à Alois Riegl, *Le culte moderne des monuments. Son essence et sa genèse*, Paris, Éd. du Seuil, 1984 (1903).

Rancière⁵⁹ de l'opposition entre *document* et *monument* : après les archives, c'est-à-dire les documents intentionnellement produits par « les hommes de mémoire » de la précédente configuration, les monuments, « entendus au premier sens du terme : ce qui garde mémoire par son être même, ce qui parle directement, par le fait que cela n'était pas destiné à parler » ; encore : « ce qui parle sans mots, ce qui nous instruit sans intention de nous instruire, ce qui porte mémoire par le fait même de ne s'être soucié que de son présent »⁶⁰. « La parole [donnée] à l'image » inaugure donc une nouvelle période, une période paradoxalement sans paroles, du moins où la parole n'est plus le médium nécessaire ; une période où la portée politique des actes se pare des attraits de l'art ; une période fondée sur la force d'évidence des signes exposés (jetés) dans l'espace public : une période qui par défaut (provisoire) de passé, le cherche dans le présent, le décline au présent.

Dans cette configuration, il y a une réelle convergence entre photographie et monument, sans compter que l'un et l'autre partagent *a priori* la même qualité de traces du passé. Voire, la photographie illustre ce passage du document au monument. Les futurs acteurs de l'association ne participent-ils pas tout d'abord aux luttes sociales, dans la posture du reporter d'images sur le front de l'événement ? « C'était l'occasion ou jamais de fixer de l'événement. On avait sans arrêt l'appareil qui était en bandoulière, prêt à partir de jour comme de nuit en dehors des périodes de classe bien sûr. Il y a des événements qu'on n'a pas pu suivre parce qu'on était bloqué à l'école, mais dès qu'il y avait quelque chose, comme on dit, on allait couvrir l'événement »⁶¹. L'élargissement du regard au monde de l'usine et la publicisation de leur production, expositions, diaporamas à audience locale, favorise l'esthétisation du passé. Cette modalité est poussée à son terme dans une publication de ses photographies par l'un des membres fondateurs de l'association. Publié en 1998 par un éditeur régional, *Rumeurs d'usines* se veut ouvrage grand public, qui associe les photographies de Sylvain Dessi et les textes de Serge Truba, ouvrier sidérurgiste en activité⁶². À travers l'histoire d'une famille, S. Truba invente des situations – sous forme de lettre, articles de journaux, discours, extraits d'entretiens, conversation rapportées, etc. – qui lui permettent de couvrir l'histoire de la sidérurgie lorraine, de 1880 à 1998. Les photographies, en regard, – hommes au travail, matières, machines, usines, paysages ou architectures industrielles, manifestations, ruines, carcasses enchevêtrées – ne se soucient guère d'une concordance historique, tout au plus entretiennent-elles une relation thématique avec le texte. Auto-déclaré « livre pour enfant » – même s'il n'en a pas l'allure – *Rumeurs d'usines* se présente comme une sorte de double fictif et impressionniste de *L'Homme du Fer*, cette curieuse œuvre de Serge Bonnet, l'archive raisonnée faite livre. Celui-ci d'ailleurs ne manque pas de l'épingler. Dans la préface qu'il signe, il concède que l'auteur des textes ne manque ni de connaissance ni d'imagination, mais rappelle « aux lecteurs férus d'histoire, universitaire ou académique » que l'ouvrage en question « appelle d'autres ouvrages : des monographies, des romans, des poésies, des thèses et bien d'autres choses encore ». Les photographies ne sont pas datées, et finalement cela importe peu. Faussement historienne, la démarche vise avant tout à sensibiliser le lecteur – j'allais dire le spectateur – plus qu'à l'informer. Dans son ensemble, l'ouvrage procède d'un travail d'impressions qui tente de capter, comme son titre le suggère, les bruits et la vie étouffés, de lointains échos, bref des traces d'usines alors disparues.

Il reste enfin à évoquer le troisième volet de l'activité de C. CIL, son investissement pour la conservation d'un site usinier : une sorte de mémorial *in situ* de la sidérurgie longovicienne. Pour

⁵⁹ Jacques Rancière, « L'inoubliable », in J.-L. Comolli et J. Rancière, *Arrêt sur histoire*, Paris, Éditions du centre Pompidou, 1997, p. 55.

⁶⁰ *Ibid.*

⁶¹ Entretien.

⁶² Sylvain Dessi et Serge Truba, *Rumeurs d'usines*, Metz, Éditions Serpenoise, 1998.

comprendre le passage d'un travail de monumentalisation de traces au travail de production d'un mémorial – et d'ailleurs le sens à lui donner –, il faut se souvenir que la période est celle de la mise en œuvre concrète de la table rase, celle où les usines tombent sans que leur vide n'en soit comblé, et en passant par l'expérience photographique associée à de tels événements. « Senelle était en cours de démantèlement. On avait assisté à des chutes d'installation, j'aime autant vous dire que c'est quelque chose, quand on est impliqué, d'insupportable. J'avais eu vent de la date et de l'heure de l'explosion, je me suis dit : "il faut que j'aie fait des photos". Donc je me suis installé, appareils sur pied et tout, j'ai entendu le coup de corne pour annoncer l'explosion et l'explosion, j'ai vu la structure vaciller et je me rappelle bien, donc le doigt sur le déclencheur : "Non je ne veux pas cette image là, pas celle-là, pas celle-là, pas celle-là" et à la fin il était par terre, je n'avais pas appuyé sur le bouton. Je n'ai pas pu faire la photo. Pour vous dire à quel point c'étaient des émotions qui étaient très très fortes. En tant que photographe, être dans l'impossibilité d'appuyer sur le bouton pour prendre l'image ! J'y suis retourné pour Réhon et là, pour l'anecdote, j'ai mis le moteur sur l'appareil et j'ai dit : "Bon ce coup-ci, je ne veux pas me faire avoir". J'ai appuyé et le moteur a pris les photos l'une derrière l'autre. Mais sur Senelle, je n'ai pas pu. »⁶³ L'acte photographique ne peut « épuiser » (satisfaire à) l'émotion, au point que la prise de vue automatique (mécanique) est requise pour assurer la suspension du corps de l'agent, de son jugement et de ses affects. Comme avec le projet sur les traces, le glissement au mémorial vient signifier que l'acte photographique ne peut suffire au travail de mémoire. Il peut être tout au plus le symptôme d'un empêchement et le geste de résistance à l'effacement⁶⁴. L'association se lance donc dans le projet de conservation de la dernière usine du bassin, l'usine de Senelle dont la cessation d'activité, au début de 1987, a marqué l'arrêt définitif de la « phase liquide » et l'extinction du dernier haut fourneau longovicien. Il est notable que cette ultime rupture rend parallèlement possible la mise en marche de la « machinerie patrimoniale ». Le projet en effet trouve un accueil favorable auprès des pouvoirs publics qui engagent une réflexion sur une éventuelle dimension patrimoniale et culturelle associée au processus de reconversion économique du bassin. Pilotée par la Mission interministérielle des Grands Travaux, commandée à un cabinet d'architectes parisiens renommés, cette réflexion aboutit à la formalisation d'un ambitieux projet intitulé « carrefour des mutations », sorte de dispositif reliant concrètement le haut fourneau au crassier – alors au début de son exploitation – et réalisant plusieurs fonctions : scientifique (centre de recherche sur la civilisation industrielle), économique (centre de formations spécialisées, centre de ressource sur les reconversions, espace de promotion de l'acier), culturelle (salle de spectacles, centre de production audiovisuelle), patrimoniale (parcours de la sidérurgie), enfin touristique (hôtels et restaurants).

Ainsi l'idée a fait son chemin de « mettre en scène » la conversion du bassin autour cette machine complexe qu'est le haut fourneau de la sidérurgie du XX^e siècle. La patrimonialisation de la machine sert une stratégie globale de redynamisation. Le symbole sensible de la table rase est désormais pressenti pour être l'emblème du siècle sidérurgique lorrain. Signal dans le paysage industriel, cœur de la filière fonte de la fabrication de l'acier, pièce d'emblée monumentale, le haut fourneau paraît condenser les caractéristiques de l'objet patrimonial : remarquable, mémorable, testimonial⁶⁵. Le

⁶³ Entretien.

⁶⁴ J'ai par ailleurs formulé l'hypothèse que l'activité photographique serait venue suppléer à un défaut de travail officiel de mémoire, rendu impossible par la politique de la table rase, en instituant une sorte de mémoire portative attachée non aux objets mais aux personnes. Symptôme, la photographie est l'indice d'une blessure non refermée et d'un deuil encore à faire, elle peut être interprétée aussi comme un geste politique de résistance à l'effacement – par politique délibérée ou par impérite – des traces de l'activité sidérurgique en Lorraine ; cf. J.-L. Tornatore, « Impressions patrimoniales. Topologie de la perte et photographie », in Jacques Roux et Michel Peroni (dir.), *Sensibiliser. La sociologie dans le vif du monde*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2006, p. 281-297.

⁶⁵ Jean Davallon (dir.), *Claquemurer, pour ainsi dire, tout l'univers. La mise en exposition*. Paris, Éditions du Centre Georges-

projet cependant échouera : le consensus qui s'esquissait rencontre une ferme opposition, celle de l'industriel. Une décision prise semble-t-il au sommet de l'État referme la perspective longovicienne de « grands travaux » symboliques. Une solution plus modeste de simple conservation au titre des monuments historiques est compromise par le nettoyage du site, malgré une demande de moratoire formulée par les services déconcentrés de l'État : début 1991, l'industriel fait détruire les annexes des hauts fourneaux, privant ainsi la chaîne de production d'une intelligibilité qui aurait légitimé sa protection selon la doctrine des services patrimoniaux de l'État. En juillet, il entreprend les ultimes préparatifs de destruction. Les pouvoirs publics sont alertés. Au terme d'une certaine agitation abondamment relatée dans la presse, et d'un suspens de plusieurs jours, les deux derniers hauts fourneaux du bassin sont dynamités le 19 juillet 1991.

Au cours de cette seconde période, la sidérurgie moribonde est mise à l'épreuve d'une esthétique de la trace. Tel est le premier régime d'objet dont relève l'action sur le passé proche. La configuration de l'engagement relève alors d'une topologie de la perte : elle laisse sans voix ; elle reste sans voix. L'image-trace en était l'agent actif qui devait conduire au monument. Avec le site-mémorial, geste de réparation, les « Hommes du fer » accédaient à un nouveau régime d'objet : celui des témoins de l'histoire. De trace, le monument pouvait devenir historique. Au bout du compte, il n'est resté que l'image, substitut moderne et désacralisé du monument.

L'épreuve historique : une topologie des traces de l'histoire

1991 : la troisième scène s'ouvre sur la ruine *du* haut fourneau de Longwy. Deux fois ruine : industrielle et patrimoniale. L'affaire aurait pu s'arrêter là, n'était l'obstination de l'adjoint à la culture de la municipalité de Longwy qui, rentré précipitamment de vacances, fait interrompre quelques jours plus tard les travaux de déblayages des carcasses effondrées. Il sauve ainsi de la destruction la cuve couchée sur le côté et restée intacte d'un haut fourneau. À ce jour, elle est toujours là, soulignant d'une présence dérangeante ou énigmatique le vide d'une vallée en friche, en mal de réhabilitation⁶⁶. Baptisée « haut fourneau couché », ce vestige est jalousement préservé par l'association de défense du patrimoine local, Patrimoine du Pays de Longwy (PPL), que cet élu a créée en 1995 et qui en a fêté l'été 2001 un dixième anniversaire sauvage à grand renfort de musique techno et de spectacle son et lumière. Il est par ailleurs prudemment ignoré par les collectivités locales, propriétaires de la friche (les communes de Longwy et Herserange) et dans les plans de requalification. Tout se passe comme si personne n'osait prendre la responsabilité d'un ultime geste de nettoyage qui consumerait la politique de la table rase. Il faut dire que cette troisième période du temps de la perte, qui court jusqu'à aujourd'hui, correspond à un climat morose empreint de désenchantement auquel contribuent certainement les résultats en demi-teinte, côté français, du PED. Le scandale récent des fermetures des usines Daewoo⁶⁷, installées dans le bassin du fer sinistré grâce à d'énormes subventions publiques, est devenu malheureusement emblématique de la difficile reconversion économique. Peut-être l'incendie « criminel » de l'usine de Mont-Saint-Martin le 23 janvier 2003 doit-il être envisagé comme une réponse lointaine au dynamitage de Senelle.

Pompidou, 1986, p. 100.

⁶⁶ L'EPF de Lorraine a procédé à un traitement paysager minimal de la friche. Lors de mon enquête en 2002-2003, circulait un projet de création d'un terrain de golf.

⁶⁷ Trois usines créées entre 1987 et 1993 à Villers-la-Montagne (bassin de Longwy-Villerupt), Fameck (vallée de la Fensch) et Mont-Saint-Martin (« banlieue » de Longwy), employant 1200 personnes à la fin des années 1990 – main d'œuvre en majorité féminine, – et fermées en 2003. Sur ces fermetures, voir le « roman » de François Bon, *Daewoo*, Paris, Fayard, 2004.

Le projet de mémorial était devenu la raison d'être de C. CIL ; la chute des hauts fourneaux entraîne logiquement la fin de son activité ⁶⁸. Il est notable alors que si l'engagement patrimonial se poursuit, c'est alors à l'initiative d'un nouveau type d'acteur. La clé de compréhension nous en est donnée par l'identité même de cet adjoint à la culture qui, à l'instar d'un délégué à la sécurité qui dans les heures glorieuses de la classe ouvrière pouvait faire arrêter la production, a fait stopper le processus de destruction : c'est un professeur d'histoire, originaire de Montpellier, installé à Longwy au début de sa carrière, et un militant socialiste. Un « étranger », soit, selon le portait sociologique qu'il en donne Georg Simmel, ce personnage déraciné, « mobile » et « objectif », élément à part entière d'un groupe mais « dont la position interne et l'appartenance impliquent tout à la fois l'extériorité et l'opposition » ⁶⁹ et qui par son action joue un rôle de « révélateur ». Puisant ses ressources de son extériorité, cet enseignant met son objectivité d'étranger au service d'une objectivation du passé local : amoureux d'un pays qu'il a fait sien, il n'a de cesse de l'arpenter pour valoriser les traces de son histoire. Chaque semaine dans le supplément de l'édition locale du *Républicain lorrain*, il publie une chronique de ses découvertes.

Les mobiles de son action sont doubles. Il rejoint d'une part la figure de l'érudit au service de la localité. Selon sa démarche, toute trace de l'histoire locale est digne d'intérêt et est susceptible d'émerger au registre d'un patrimoine local. L'association qu'il crée, emblématique de la période, défend une conception intégrative du patrimoine et se fonde sur une action polythématique de mise en valeur de l'histoire du pays de Longwy. Celle-ci porte particulièrement sur le triptyque : fer et sidérurgie, faïence et émaux, fortifications de Vauban. La valorisation se fait sous forme de parcours, routes, circuits : elle est fondée sur une appréhension topographique de chaque thématique à travers ses lieux, vestiges, traces sur le territoire, indiqués par des panneaux documentaires et que doivent relier concrètement les pas des curieux et des promeneurs. Le territoire-palimpseste devient un grand jeu de piste et la matière au sens propre d'une archéologie. Une archéologie industrielle au premier chef, car la « route du fer » occupe bien sûr une place privilégiée, qui reconstitue ainsi l'histoire de la métallurgie dans le bassin transfrontalier, des bas fourneaux gaulois aux traces les plus récentes, celles des luttes et de la perte, donc le haut fourneau couché . Avec la « route du fer », l'homme du fer est localisé, il est inscrit dans le temps du territoire, son histoire se lit dans son paysage. Cette inscription *in situ* de l'histoire a été capitalisée dans la publication en 2001 d'un guide qui organise le thème en vingt-quatre ballades ⁷⁰.

D'autre part, l'intégration de la ruine de Senelle dans le parcours rejoint les préoccupations du militant politique épris de justice sociale. « Moi, je le trouve plus grand couché que debout » ⁷¹, dit-il. Mais alors qu'est-ce qui fait la grandeur de cet objet couché ? « Parce que, répond-il, la sidérurgie à Longwy, on l'a couchée ! On l'a couchée ! Et plutôt que de dire : "on l'a couchée, on racle tout", on dit : "on l'a couchée mais voyez !" C'est la preuve qu'on l'a couchée, la sidérurgie. Il y a quand même un aspect pied de nez, là-dedans ! » ⁷². En dépit d'une allure non monumentale, le haut fourneau couché tient du monument intentionnel. Il raconte à qui veut l'entendre le démantèlement de la

⁶⁸ L'un de ses fondateurs délaisse toute activité patrimoniale, l'autre se consacre à la publication de sa production photographique. Outre *Rumeurs d'usines*, Sylvain Dessi a également publié en collaboration avec Serge Truba un ouvrage consacré aux mineurs de fer : *Complainte en Sol mineur*, Metz, Éditions Serpenoise, 1993.

⁶⁹ Georg Simmel, « Digressions sur l'étranger », in Y. Grafmeyer et I. Joseph (textes traduits et présentés par), *L'École de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*. Paris, Aubier, 1990 (1908) p. 54.

⁷⁰ Jean Boucon, *La route du Fer. France, Belgique, Luxembourg*, Longwy, Éditions Association Patrimoine du Pays de Longwy, 2001.

⁷¹ Allusion à un intertitre – « Plus grand couché » – d'un article du *Républicain lorrain* : Guy Feller, « Longwy : voyage au cœur du haut fourneau », 19 avril 1992.

⁷² Entretien, novembre 2002.

sidérurgie, les luttes, la difficile reconversion ; symbole de la mémoire empêchée, il pointe avec acuité la présence d'une absence et la difficulté consécutive d'envisager l'avenir.

Ces deux dimensions de l'action – pour la connaissance et la justice – se conjuguent dans une visée de réparation par l'histoire : une historiographie pour renouer (avec) le passé. Autrement dit le passé sidérurgique est désormais soumis à l'épreuve de l'histoire locale. La configuration de l'engagement patrimonial – un engagement distancié – relève globalement d'une topologie des traces de l'histoire. Elle réalise le régime d'objet « témoin de l'histoire », projeté à la fin de la précédente scène. Elle totalise et annexe ainsi dans son parcours une grande diversité d'objets et de monuments, intentionnels, historiques⁷³, anciens, aux statuts temporels différents. Aussi l'espace des traces de l'histoire n'est-il pas figé, qui tient tout autant à la durée des objets qu'à la durée des collectifs.

À la recherche de la médiation perdue

« La meilleure preuve que c'est tout un monde qui agonise, c'est que les ouvriers du fer commencent maintenant à intéresser les amateurs de folklore et de "mémoire collective" [...] De la même manière qu'aux alentours de 1900, le triomphe des grandes usines, en provoquant une crise fatale pour les campagnes, avait suscité l'engouement des folkloristes pour les "vieilles coutumes" de paysans, on voit actuellement grandir davantage l'intérêt pour la "mémoire" de ces ouvriers qui bientôt ne risqueront plus d'attaquer le Commissariat »⁷⁴. Dès 1983, en conclusion de sa monographie historique des sidérurgistes de Longwy, Gérard Noiriel dénonçait la folklorisation du monde ouvrier et la neutralisation qu'elle signifiait. Deux ans plus tard, Serge Bonnet portait un regard critique sur cet engouement et s'inquiétait au nom de la rigueur historienne des effets des bonnes intentions qui le motivaient : « Le rétro fait fureur [...] L'histoire orale et la mémoire ouvrière connaissent une subite et grande faveur. Dans chaque bassin, chaque vallée et chaque cité, des hommes veulent exalter la mine et l'usine d'autrefois. L'avenir dira si les réalisations ouvrières correspondent aux ambitions. La mode de l'histoire ouvrière et industrielle s'est développée dans le temps même où les foires aux antiquités se sont multipliées. Notre temps a un goût assez vif pour une histoire brocante qui consiste à refaire, avec des expositions, des brochures, des livres et des téléfilms du sous-Zola, un siècle après *Germinal* (1885). Faut-il condamner le bon cœur et la bonne volonté qui versent dans le rabâchage misérabiliste ? Les chemins sans fin de la rigueur peuvent emprunter quelques détours. La lecture de Walter Scott et d'Alexandre Dumas a été à l'origine de grandes carrières d'historiens... »⁷⁵. Qu'en est-il vingt ans après ? Que nous enseigne donc le parcours du temps de la perte à Longwy ? Qu'a produit cette dynamique mémorielle de fin de siècle au regard de l'exigence de vérité professée par l'historien ?

Cette dernière question peut être reformulée depuis la situation de prolifération : le patrimoine industriel a-t-il « une bonne mémoire » ? Autrement dit le traitement en monument – mémoriaux, hauts fourneaux, expositions, collections, musées, photographies, etc. – peut-il favoriser l'inscription d'une mémoire de la condition ouvrière ? Dans le débat renouvelé histoire/mémoire, Philippe Braustein a posé la question en historien : « La peine des hommes est-elle un objet d'histoire ? »⁷⁶ Pour constater sans illusion : « Les intéressés n'ont laissé que de maigres confidences sur leurs

⁷³ Par exemple le haut fourneau du Dorlon, ruine de haut fourneau du XVII^e siècle, inscrit à l'Inventaire supplémentaire des monuments historiques en 1982.

⁷⁴ G. Noiriel, *Longwy. Immigrés et prolétaires...*, *op. cit.*, p. 395 et 396. Allusion aux événements violents de 1978-79, au cours desquels le commissariat de Longwy a été attaqué à plusieurs reprises avec un bulldozer.

⁷⁵ Serge Bonnet, *op. cit.*, p. 488.

⁷⁶ Philippe Braustein, « La peine des hommes est-elle un objet d'histoire ? », *Médiévales*, n° 30, 1996, pp. 9-12.

conditions de travail, que la conservation ou la restitution des lieux permet exceptionnellement d'appréhender ; des édifices déserts, les cathédrales ruinées de la grande industrie exposent parfois outils et machines, mais ils ont perdu leurs âmes mortes et aucune "animation" [ou artifice] ne peut restituer la peine des travailleurs disparus »⁷⁷. Sans doute souligne-t-il ainsi l'inégalité des collectifs en matière de maîtrise des « inscriptions » : la fragilité du témoignage devant la robustesse du monument historique, la faiblesse des prises de parole devant la puissance de la politique du patrimoine, et invite-t-il à considérer plus globalement la question, éminemment politique, de la maîtrise d'ouvrage de l'organisation de la mémoire ouvrière. Comme l'ont rappelé Yves Lequin et Jean Métral, celle-ci est apparue comme « un élément essentiel de résistance et d'action » constitutif du mouvement ouvrier et contrepoint puissant à la machinerie patrimoniale d'État⁷⁸. Ils ont cependant montré dans leur étude auprès des ouvriers métallurgistes et verriers retraités de Givors – contemporaine d'ailleurs des événements longoviciens –, l'ambiguïté de la notion de mémoire collective : un, elle ne peut être réduite à la « mémoire du mouvement ouvrier », deux, « perceptible seulement à travers le fonctionnement de l'opération éclatée de remémoration », elle n'est pas « obligatoirement » réalisée, trois, quand elle le serait, elle inviterait « à une célébration conviviale illusoire qui masque les oppositions bien réelles du présent »⁷⁹ – et du passé d'ailleurs. Qui participe alors aux « banquets de la mémoire »⁸⁰ ? Tout aussi méfiant à l'égard d'« une » mémoire collective, Gérard Noiriel y voit les effets d'une mobilisation érudite peu soucieuse des réductions qu'elle opère : « production de la petite bourgeoisie locale », elle confine l'ouvrier dans « un rôle de représentation, de faire-valoir, tout juste bon à jouer le rôle de "bon sauvage" devant le magnétophone ou le spectateur docile d'une exposition qui lui apprendra ce qu'était son métier »⁸¹ ; attribuée à un monde ouvrier prétendument homogène, elle ne fait qu'« accentuer la visibilité sociale de ceux-là même qui, au sein des classes populaires, sont en position de force »⁸².

Le tournant des années 1970-80, sans doute un repère dans la fin de la deuxième industrialisation, a généré pour cela le questionnement d'historiens, de sociologues et d'ethnologues sur les « enjeux de la mémoire collective » des populations et des collectifs ouvriers touchés par la crise. Au moment où les sidérurgistes de Longwy se lançaient dans leur dernière bagarre – non plus pour changer le monde mais pour le conserver tel qu'il est –, les ouvriers du Creusot, les mineurs de Montceau-les-mines ou de Blanzy étaient confrontés à une même crise et en redoutaient l'issue. Ici comme là, des voix s'élevaient, la parole se prenait en forme de défense et recours pour la revalorisation de « mondes » que déniait la « raison » capitaliste ; voire à Blanzy des mineurs créaient un musée et au Creusot, des intellectuels expérimentaient une voie écomuséale en rupture avec l'institution muséale⁸³. Deux préoccupations indissociablement liées animaient ces expériences, l'une relative à l'implication du chercheur⁸⁴ et l'autre, à la prise de parole sans porte-parole. Dans une rétrospection récente sur son itinéraire d'historien, Gérard Noiriel y revient avec l'évocation de son expérience longovicienne. Alors que la résistance collective des ouvriers et de la population de

⁷⁷ *Op. cit.*, p. 10

⁷⁸ Yves Lequin et Jean Métral, « À la recherche d'une mémoire collective : les métallurgistes retraités de Givors », *Annales ESC*, 1/1980, p. 153.

⁷⁹ *Op. cit.*, p. 162.

⁸⁰ Philippe Lucas, *La rumeur minière ou le travail retravaillé*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1985, p. 20.

⁸¹ Gérard Noiriel, « Le pont et la porte », *op. cit.*, p. 99.

⁸² *Op. cit.*, p. 101

⁸³ Octave Debary, *Le Creusot ou l'art d'accommoder les restes*, Paris, Éditions du CTHS, 2003.

⁸⁴ Bien avant que les ethnologues de la Mission du patrimoine ethnologique n'en revendiquent la posture, Philippe Lucas, *op. cit.*, p. 156, a développé une approche sociologique qu'il qualifie de « recherche impliquée ».

Longwy à une entreprise de négation « avait débouché sur une immense critique de tous les porte-parole : journalistes, universitaires, dirigeants politiques et syndicaux »⁸⁵, elle lui donnait « la possibilité de concilier [son] désir de vérité et [son] souci d'utilité »⁸⁶. Son engagement dans l'APEP et dans sa participation à LCA – il y anime une émission – sont la matrice de sa vocation d'historien, la science constituant la seule légitimité autorisant à parler d'un monde autre que le sien et la possibilité de contester le discours des experts par la production de connaissances sur les ouvriers⁸⁷. Les deux dimensions étant susceptibles alors de converger dans la mise en place de ce que Noiriel appelle un « intellectuel collectif »⁸⁸, formule qui peut résumer l'ambition de la période.

Le parcours du temps de la perte à Longwy prend sens à la lumière de cette posture inaugurale ; il lui donne en retour une intelligibilité fondatrice. En effet il révèle une réflexion pratique sur les médiations par lesquelles se négocient des ruptures dans le temps social. L'épreuve politique du temps des luttes met en débat la notion même de médiation : comment négocier une position d'extériorité ? Comment parler « de » sans parler « à la place de » ? Comment ouvrir les « forteresses de la recherche »⁸⁹ à des « intermédiaires culturels » ? Comment susciter la prise de parole des dominés, des « victimes structurales » de la domination ? Bref comment outrepasser les ruptures imposées par la revendication d'une continuité culturelle⁹⁰, par l'exercice d'« une sorte de droit de suite »⁹¹, par la tentative de constitution d'un « lieu propre », autrement dit un patrimoine⁹² ? Or les configurations suivantes se construisent sur l'échec de la première épreuve et successivement sur l'échec de la précédente ; aussi les nouvelles épreuves sont autant d'expérimentations de médiations, consécutives à la rupture (consommée) et à la table rase. L'épreuve esthétique met en œuvre une double médiation : le référence au monde perdu se réalise par l'expression artistique (le monument-trace et l'image photographique) et par la filiation. Non que les deux soient indissociables, mais en l'occurrence ce sont bien des « fils » qui se mobilisent et investissent le territoire de la perte : leur engagement est filial, il relève de ce que j'appelle la « dette des fils », des fils qui entendent honorer une dette à l'égard leur père, celle de leur avoir permis de transcender leur condition. Double médiation qui cependant acte le rejet des hommes du fer dans le passé. C'est enfin au prix d'une nouvelle double médiation que se déploie l'engagement patrimonial de la scène historique, à ceci près que, consécutivement à l'échec des fils, la distance avec le monde perdu semble accrue : ce qu'il reste de celui-ci est « redécouvert » par le regard neuf de l'étranger et dans le cadre du redéploiement d'un processus de connaissance. Médiations par le savoir et par une forme d'engagement distancié qui se rapproche de celui caractérisant le régime institué de la valeur patrimoniale. Voilà qui n'est pas sans rappeler – au moins pour la première médiation – la posture scientifique revendiquée par Noiriel. Mais alors que celle-ci se construisait dans une tension permanente du national et du local : dénonciation du discours des experts, célébration de la polyphonie locale ; dénonciation de la confiscation par les élites locales d'une mémoire ouvrière, revendication d'une démarche scientifique

⁸⁵ Gérard Noiriel, *Penser avec, penser contre. Itinéraire d'un historien*, Paris, Éditions Belin, 2003, p. 270

⁸⁶ *Op. cit.*, p. 154.

⁸⁷ *Op. cit.*, p. 154 et 270.

⁸⁸ « La grande lutte de 1979-80 me démontra qu'il était possible, dans certaines circonstances, de mettre en place un "intellectuel collectif" regroupant les différentes composantes de la population et de démocratiser l'usage de la parole » (*Op. cit.*, p. 269).

⁸⁹ Gérard Noiriel, « Le pont et la porte... », *op. cit.*, p. 102.

⁹⁰ *Histoires d'ouvriers* illustre ce souci, qui, à travers ses « sujets », conjugue étroitement le passé et le présent.

⁹¹ Philippe Lucas, *op. cit.*, p. 78.

⁹² Michel de Certeau, *L'invention du quotidien. 1. Arts de faire*, Paris, Gallimard, 1990 (1980), p. 89.

– *i.e.* référant au modèle national de la scientificité⁹³ –, la nouvelle configuration est tout entière repliée sur le local. Bien que subordonnée à une logique d'espace, c'est-à-dire à une pratique des lieux, elle relève du modèle de l'histoire locale fondée sur la compilation et l'inventaire ; c'est en cela qu'elle se constitue en adjuvant potentiel aux institutions du patrimoine.

La différence notable entre Le Creusot ou Blanzky et Longwy, c'est qu'il n'y a pas eu ici d'institution du travail de mémoire. Pas de musée ou d'écomusée qui viendrait organiser « les banquets de la mémoire », même au prix d'une « sanctuarisation ». Autrement dit, les pratiques que j'ai décrites, celles issues de l'échec de l'action politique, sont des pratiques auxquelles font défaut un lieu propre. Elles répondent au vide, en sont en symptôme, cherchent à le combler, à s'y substituer. Celui-ci, je l'ai dit, se lit concrètement dans le paysage, s'appréhende physiquement. Il est ainsi mis en scène dans *Le géant terrassé* avec la reproduction sur les pages de garde de deux vues prises depuis le « belvédère de Longwy » : l'ouvrage s'ouvre sur l'activité laborieuse d'un jour d'été, le charroi des convois de train et la rumeur de l'usine de Senelle qui crache ses fumées « au-dessous du crassier » ; il se referme sur le silence glacé d'un jour d'hiver, l'abandon du haut fourneau couché dans la vallée aride, les pentes grises du plateau arasé sur fond de ciel laiteux. Paysage de la désolation d'un « immense désastre collectif »⁹⁴ ; lieu de mémoire échoué, « trou de mémoire », au propre comme au figuré. Non-lieu de mémoire, « trou de mémoire » désigne le non-lieu d'une mémoire non-instituée.

« Extérioriser un mémorable expose au risque de ne plus avoir à intérioriser le souvenir »⁹⁵. Selon la rhétorique convenue de la déploration de la prolifération patrimoniale ou de la saturation de la mémoire, on souligne à l'envi l'ambivalence du monument : prise pour la mémoire et moyen d'oubli. On peut donc faire des musées pour oublier – apaiser, neutraliser, « jouer » la lutte des classes, etc.⁹⁶. Longwy nous apprend que l'inverse n'est pas vrai : on ne choisira pas de ne pas faire de musée dans l'intention de se souvenir ou pour ne pas risquer d'oublier. Ne pas en faire restera toujours le moyen le plus sûr d'interdire l'expérience des médiations qui pourront certes contribuer à l'intériorisation de la perte mais surtout permettre aux « acteurs » - personnes, collectifs, groupes, classes, mondes – d'être les acteurs de leur propre tri, autrement dit des sujets égaux du temps.

⁹³ Sur ce point, et particulièrement sur les usages situés de ces dénonciations, voir les analyses suggestives de Jean-Marc Leveratto et Fabrice Montebello, « Faire l'histoire des hommes du fer », in Alban Bensa et Daniel Fabre (dir.), *Une histoire à soi. Figurations du passé et localités*, Paris, Éditions de la MSH, pp. 45-69.

⁹⁴ Pierre Bourdieu, « La rue des jonquilles », in P. Bourdieu (dir.), *La misère du monde*, Paris, Éditions du Seuil, 1993, p. 14.

⁹⁵ Régis Debray, *op. cit.*, p. 36.

⁹⁶ Telle est la thèse d'Octave Debary, *op. cit.*, déroulant l'histoire de l'écomusée du Creusot.